

2009 – Séminaire 1

Les sociétés européennes en devenir

François Ascher

Professeur à l'Institut français d'urbanisme (Université Paris 8), directeur scientifique de l'Institut PSA pour la ville en mouvement

Je voudrais dire quelques mots d'introduction sur la problématique théorique de ce séminaire. Il repose sur une certaine homogénéité dans la mesure où la plupart des intervenants s'inscrivent dans un débat intellectuel qui, aujourd'hui, est très fortement remis à l'ordre du jour par la crise ou par la récession, en tout cas par l'ouverture d'une période très difficile qui sera sans conteste possible une période de changement, de rupture et d'évolution importante. Ce contexte valorise l'intérêt de ce séminaire dont le propos est d'engager une réflexion historique et prospective afin d'essayer de comprendre notre société non pas en mettant le nez sur ce qui nous interpelle le plus fortement, mais en regardant d'où viennent les problèmes qui se posent. C'est évidemment décisif : si les problèmes résultent de processus multiséculaires, on a peu de chances de pouvoir les régler de la même manière que s'ils relèvent de temporalités et de spécialités plus réduites. La plupart des interventions d'aujourd'hui reposent sur l'hypothèse très forte que nos sociétés occidentales sont engagées dans une dynamique de la modernité ou de la modernisation qui prend ses origines très loin, probablement en partie dans l'Antiquité, et de façon continue depuis au moins la Renaissance. Bref, le débat plus ou moins philosophique, artistique, je dirais quasi théologique, sur la postmodernité ou sur la fin de la société industrielle, est aujourd'hui resitué dans une interrogation sur l'avenir de cette modernité. À la télévision, une émission sur la fin de l'Occident réunissait récemment nombre de penseurs médiatiques que l'on va sans doute revoir dans les prochains mois essayer de nous éclairer sur ces événements assez angoissants, reconnaissons-le. Car la question qui nous est posée aujourd'hui – et l'on n'aurait certainement pas conçu ce séminaire de la même manière, il y a quelques mois – est celle de la nature et de l'ampleur des changements susceptibles de s'opérer dans le contexte de cette crise que tout le monde redoute aussi importante que celle de 1929. Tous ceux qui veulent agir aujourd'hui sur le terrain, dans les collectivités locales, dans les entreprises, les associations, ont besoin de se repérer sur la nature des changements : qu'est ce qui est susceptible de perdurer ou d'exploser ? Quelles sont nos marges de manœuvre ? Je crois que les patriciens, les acteurs, ont vraiment besoin des chercheurs non pour prendre des décisions mais pour éclairer leurs décisions.

Le retour de la modernité ?

La thèse centrale de tous les chercheurs qui vont intervenir ces prochains jours, même s'ils ne la formulent pas de la même manière, est que malgré les changements du processus de modernisation qui se sont opérés au cours des siècles et, en particulier, de ces 20-30 dernières années (crise du fordisme, émergence de technologies nouvelles, de rapports sociaux différents, de certains pays, etc.), globalement ce processus demeure continu, il n'est pas en crise. Mais si nous ne sommes pas

rentrés dans la postmodernité, notre modernité occidentale poursuit son développement en se transformant, en s'hybridant avec d'autres cultures. Le débat partage ceux qui, comme Michel Onfray, déclarent la fin de l'Occident et ceux qui, comme Pierre Rosenvallon, estiment que cette fin n'est que géographique puisque le modèle occidental triomphe en Chine. D'où une série de questions sur ce qu'on appelle la modernité, la modernisation, l'occidentalisation et autres... Je voudrais brièvement poser quelques repères qui serviront de grille de lecture de la modernisation.

Pas d'individuation sans socialisation

On s'accorde en général pour considérer l'individuation comme une caractéristique majeure de la modernité, ou plutôt du processus de modernisation car il s'agit bien d'une dynamique de société. L'individuation est un mot au sens plutôt complexe, surtout manipulé par les psychologues, les sociologues, les anthropologues. Individualisme, individualisation, individuation, tous ces mots ne disent pas exactement la même chose mais renvoient à la tendance permanente qu'ont les individus depuis la Renaissance à rechercher plus d'autonomie et, d'une certaine manière, à s'approprier individuellement le monde. Prenons l'exemple de l'invention de la perspective. Avant la Renaissance, les peintures représentaient les gens en fonction de leur pouvoir, de leur statut, de leur nature symbolique et, pour le dire simplement, les puissants étaient représentés grands et les petits, petits : c'était une vision du monde. La perspective invente une autre représentation de la société fondée sur l'individu. L'économie de ce processus se poursuit jusque dans l'usage des technologies nouvelles de l'information et de la communication : grâce aux messageries personnelles et au téléphone mobile les individus ont le sentiment d'organiser individuellement leur temps et leur espace. Si l'on n'était pas dans ce processus d'individuation, l'usage social de ces technologies nouvelles serait sans doute différent. Aujourd'hui, alors qu'à l'évidence nous sommes de plus en plus fortement socialisés, nous pensons néanmoins disposer d'une autonomie plus grande dans nos choix et nos projets. Mais l'individualisation va toujours de pair avec la socialisation et ne se réduit pas à l'individualisme, à l'égoïsme, au retrait de la société et à toute une série d'attitudes décrites à propos de la postmodernité et de la crise de la société. Les moyens d'autonomie que constituent les technologies nouvelles sont autant de moyens de socialisation et de dépendance. Nous ne sommes jamais à l'abri de la moindre panne d'un système de télécommunication. L'individualisation ce n'est pas non plus par le rejet voire le mépris de la solidarité sociale mai, bien au contraire, l'inscription dans des réseaux, dans des systèmes, dans des groupes sociaux de plus en plus nombreux. Pour désigner ce phénomène, les sociologues disent que parfois des liens faibles avec les gens suscitent un plus grand nombre de liens. On connaît de plus en plus de gens mais on les change et on les choisit. Avec les familles complexes, les enfants choisissent même leurs parents. L'autonomie est là mais en même temps on assiste à une socialisation de plus en plus complexe car les liens à autrui ont changé. Avant on connaissait pendant toute sa vie les mêmes personnes que l'on fréquentait au travail, dans son quartier, au sein de la famille... Les liens étaient durables, solides mais pas très nombreux ; aujourd'hui, nous sommes pris dans des liens sociaux extrêmement divers mais fragiles, renouvelables, changeants. Nous sommes de plus en plus insérés dans la société mais de façon de plus en plus complexe. Nous ne vivons plus à l'échelle du quartier ou du village, où tout se superposait : l'emploi, la famille, le quartier, la paroisse, etc. Notre socialisation est multiple, ouverte.

Deuxième caractéristique de la modernité : l'idée de progrès qui commence à se penser et à s'organiser à partir de la Renaissance, et qui va exploser avec les Lumières. Les hommes sont capables de fabriquer de l'histoire et, finalement, de se libérer des dieux en prenant en main leur destin. S'affirme une autre vision du monde reposant sur la possibilité d'élaborer de nouveaux projets humains. Car l'idée de projet est vraiment au cœur de la modernité : un projet collectif, social, de changer la société qui sera porté par les Lumières, mais aussi le projet de changer les hommes, de se changer soi-même. Cette idée d'une maîtrise sur le futur nourrira les utopies, et traduit un basculement radical par rapport aux autres sociétés traditionnelles comme la société chinoise par exemple : on n'observe plus du tout le même type de consensus sur une situation donnée une fois pour toute et à l'intérieur de laquelle on agit, mais des conflits, des inégalités croissantes, des différenciations. L'idée de progrès et de projet porte en elle-même un nouveau type de

différenciation : les gens font des projets divers, des projets concurrents sources de conflit. Regardons aujourd'hui dans un contexte de crise, les difficultés que rencontre l'idéologie libérale à face à la question de la régulation. D'une certaine manière, je dirais que l'idée de projet accompagne la diversification, la multiplication, la transformation des conflits et des affrontements, mais aussi de nouvelles modalités de règlement de ces conflits et affrontements. Après le couple individualisation-socialisation, nous rencontrons le couple progrès-différenciation.

L'économisation de la société

Une troisième grande caractéristique de la modernité, elle aussi continue, même si pendant longtemps j'ai essayé de tout faire pour l'enrayer à ma manière dans le champ politique où je pouvais me déployer, c'est l'économisation de la société. Ce processus se développe très lentement dans l'agriculture d'abord, en prenant des formes compliquées et en ne recouvrant qu'une infime partie de l'activité agricole pendant très longtemps, puis s'accélère avec la révolution industrielle pour se poursuivre jusqu'à aujourd'hui où de plus en plus de nos pratiques sociales passent par des échanges de nature économique. Dans le domaine des loisirs, c'est absolument évident : les loisirs qui relevaient autrefois des échanges non marchands sont désormais parfaitement intégrés au monde économique (achat de téléviseurs, abonnement à des chaînes par exemple). Ce processus qui s'étend à des environnements variés constitue une caractéristique majeure de la modernisation. L'économisation, c'est entrer dans ce monde de l'économie, donc dans de nouvelles échelles territoriales, et en même temps - contrepartie de cette dialectique - l'économisation est aussi le monde de la consommation et d'une forme de l'individualisation. Certes, un certain nombre de grandes infrastructures ne peuvent être financées que par des collectivités et les pouvoirs publics, mais je dirais, pour simplifier, que la tendance est au passage de l'équipement collectif à la consommation individuelle. L'exemple caricatural serait celui de la montre, puisqu'après l'horloge du beffroi et la pendules, nous sommes passés à un objet purement individualisé. Autre exemple, le téléphone qui a subi de ce point de vue une évolution accélérée : il a commencé à équiper des points fixes publics comme les gares, les hôtels, les bureaux de poste, puis il est entré dans l'espace des entreprises et des particuliers avant de devenir un objet personnel. On pourrait vérifier dans bien d'autres domaines encore que ce processus d'économisation est aussi un processus de développement des consommations individuelles. On assiste à une diversification, à une complexité de plus en plus grande des phénomènes de consommation qui accompagne l'économisation de la société, ce qui ne facilite pas le travail des spécialistes du marketing.

Une société « hypertexte »

Autre élément de la modernité, la multi-appartenance sociale. Autrefois, les sociétés étaient composées de groupes sociaux relativement limités, les prêtres, les guerriers et les producteurs dans les sociétés indo-européennes. Quelles que soient les théories, on constate une différenciation sociale croissante qui prend deux aspects : la diversification sociale de la société et l'appartenance de chacun à un nombre de plus en plus grand de groupes sociaux variés. Autrefois, les appartenances sociales étaient relativement homogènes : on se définissait un peu de la même manière partout où l'on se trouvait ; les valeurs, les hiérarchies, les organisations étaient les mêmes au travail, dans la famille, entre amis, ainsi que dans les pratiques sportives ou militantes. Aujourd'hui, on agit différemment selon les circonstances, à la fois selon nos âges, nos catégories socioprofessionnelles, nos origines culturelles, etc. Mais on agit aussi quotidiennement en jonglant avec les valeurs : celles du monde du travail (performance, profit, efficacité, organisation hiérarchique), celles de la famille (solidarité, amour), de l'amitié... Dans la vie quotidienne, les champs sociaux sont de plus en plus diversifiés et les individus confrontés à cette diversification croissante doivent apprendre à jongler avec des références multiples. On ne se comporte pas de la même manière au travail et à la maison : un livre de conseils de vie quotidienne comme les américains en écrivent beaucoup, recommande ainsi de ne surtout pas prendre ses amis sur son lieu de travail. Certes, je parle surtout des couches moyennes et moyennes supérieures, c'est-à-dire des gens qui sont plongés dans cette diversité et qui

possèdent en partie cette possibilité de choix, mais je fais l'hypothèse que ces couches sociales sont des couches de référence et que si les autres groupes sociaux ne les imitent pas totalement, leurs comportements sont quand même profondément inspirés par leurs modèles, leurs pratiques, leurs références. J'utilise beaucoup la métaphore de société hypertexte pour parler de ce phénomène : nous sommes comme des mots qui appartenons à des textes différents ; en permanence nous sommes amenés, avec notre ordinateur, notre téléphone, notre voiture ou notre vélo, à cliquer c'est-à-dire à nous déplacer et à passer dans une autre monde, voire à être simultanément dans plusieurs mondes ; c'est vrai pour les groupes sociaux supérieurs, mais pas pour les habitants des grandes cités qui n'ont pas cette capacité hypertextuelle de jongler avec les références. Le système éducatif est notamment en crise par son incapacité à assurer l'apprentissage de ces codes qui permettra ensuite de jouer selon les circonstances. Or, ce jonglage devient une compétence majeure dans notre société, en tout cas pour les couches sociales moyennes supérieures.

Des métropoles « discontinues »

Dans ce contexte, on ne peut plus penser le territoire de la même manière car nous sommes aussi multi appartenants du point de vue territorial. On vit dans un système où le territoire des relations sociales et des pratiques quotidiennes est extrêmement varié, unique, personnalisé, changeant, ce qui complique bien évidemment toutes les réflexions sur l'action locale mais aussi, plus généralement, la vie politique. La crise des programmes politiques, ou une certaine crise des organisations politiques, vient de cette évolution de la modernité vers la multi appartenance et la multi territorialité. Autrefois, on pouvait mettre un grand nombre de gens d'accord sur un grand nombre de points parce qu'ils appartenaient à de grands groupes sociaux, de grands territoires et qu'ils partageaient de grandes références ; aujourd'hui, dans une société de plus en plus complexe, il est très difficile de se retrouver nombreux d'accord sur beaucoup de choses, de faire des programmes. Les élus locaux sont particulièrement confrontés à ce phénomène, d'autant plus qu'une bonne partie des questions à régler en cours de mandat n'est pas posée au moment de l'élection. Il leur faudra effectuer des choix et trouver des majorités parce que celles-ci ne se fabriquent plus simplement avec des appartenances sociales, même si celles-ci continuent de jouer un rôle important. Je ne dirais pas, par exemple, que le revenu est sans effet sur la vision du monde. Mais au niveau local ces variables jouent de manière de plus en plus complexe, ce qui met en cause nos conceptions des institutions territoriales, de l'architecture territoriale, de l'emboîtement des institutions. De plus, nous vivons à une échelle métropolitaine de plus en plus large, dans des villes qui ne ressemblent plus à celles d'autrefois, c'est-à-dire à des villes continues avec un centre, une périphérie, des densités décroissantes plus on va vers la périphérie. Nous vivons dans ce que j'appelle des métropoles, c'est-à-dire des espaces distendus, sur des dizaines de kilomètres, des espaces discontinus, où à l'intérieur d'une même zone urbaine coexistent de la grande ville, du village traditionnel, de la campagne, du bourg : ce n'est pas la fin de la ville, c'est la ville du XXI^e siècle, de nouvelles formes urbaines qui correspondent à une société diversifiée, au besoin de la division du travail, à l'usage des technologies nouvelles de l'information et de la communication, au développement des moyens de transport, de la vitesse des moyens de déplacement, etc. Cette répercussion sur les territoires oblige à penser la politique en général et les politiques locales en particulier de façon très différente.

L'écologie va-t-elle sauver l'automobile ?

J'en terminerai avec le retour de la crise. Les dynamiques que j'ai décrites, on en discute depuis un certain temps et, au-delà des débats, on peut se mettre d'accord sur les modalités de gestion différenciée d'un certain nombre de problèmes... Mais la question porte aujourd'hui sur la nature de la crise. S'agit-il d'une crise de plus de la modernité ? Elle en a connu un grand nombre et elle en est sortie triomphante pour le meilleur et pour le pire parce que chaque crise est tout aussi riche de progrès nouveaux que d'inégalités nouvelles. Mais aujourd'hui qu'est ce qui est en train de se fragiliser et que peut-il en sortir ? Évidemment on ne peut pas ne pas poser la question des enjeux

écologiques, ou en tout cas celle du changement climatique. Les économistes la posent plus ou moins clairement : le prochain grand cycle économique ne sera-t-il pas surtout celui des technologies de l'environnement qui servent à limiter les consommations énergétiques et les rejets de gaz à effet de serre ? Autrement dit, l'écologie va-t-elle sauver l'automobile ? Si pendant longtemps cette industrie n'a pas pris au sérieux le changement climatique, aujourd'hui il est clair qu'elle voit là sa seule chance de renouveler le parc automobile, du moins dans les pays développés. Car plus le risque climatique sera inquiétant, plus les pouvoirs publics devront recourir au règlement, plus il faudra changer de voiture et donc penser une politique sociale et démocratique de la voiture. A quand les HLM automobiles écologiques ? Je provoque un peu mais c'est ce type de question qui peut sortir de nos débats. Soit, en effet, on réfléchit à partir de l'idée de rupture et de la fin de l'Occident, soit on s'interroge sur la nature du rebond auquel le capitalisme nous prépare, sur les opportunités que la crise nous propose. Les marxistes avaient l'habitude de dire que les crises constituaient les moments de renouvellement principaux du capitalisme : après l'élimination des plus faibles, le système pouvait redémarrer plus fort. Cette crise ne serait-elle pas alors pas un épisode de la modernité ? Faire cette hypothèse nous inciterait à lire autrement les événements graves qui viennent.

Excusez-moi d'avoir manié autant de choses à un niveau de généralité excessif mais je crois que pour introduire des réflexions sur la possibilité d'agir aujourd'hui, il faut les inscrire dans un certain long terme et c'est ce que j'ai essayé de faire le plus brièvement possible.